

PUISQU'ON VOUS DIT QUE TOUT IRA MAL...

L'inspection générale de l'administration (IGA) a été chargée par le ministre de l'Intérieur de « *formuler des propositions de court-terme pour réduire les délais d'attente des candidats à l'épreuve pratique du permis B* » suite à la crise sanitaire. Compte tenu de l'intitulé de la commande du ministère, les débats sont pipés, puisque le postulat de départ repose sur une prétendue dégradation des délais de présentation à l'épreuve pratique suite à l'épidémie de coronavirus. Or le SNICA-FO ne partage ni le constat ni l'analyse.

Le SNICA-FO a été auditionné le mercredi 25 novembre.

Voici quelques éléments que nous avons mis en avant :

L'indicateur délais d'attente, une boussole qui indique le sud !

L'indicateur ne reflète en aucun cas la réalité. Dans certains départements où l'offre de places d'examen est d'ores et déjà supérieure à la demande, les délais peuvent encore afficher plus de 90 jours ! La DSR elle-même affirme qu'elle cherche un autre indicateur.

Le mirage des « stocks » de candidats

Annoncé entre 200 000 et 300 000 dans les médias, ce chiffre correspond en réalité au nombre habituel de passages d'examens sur 2 mois mais en aucun cas au nombre de candidats prêts à passer l'examen. Car les auto-écoles ont également été contraintes d'arrêter leur activité pendant ces 2 mois. Elles n'ont donc pas 250 000 candidats prêts pour l'examen puisqu'ils n'ont pas été formés dans ce laps de temps. Ces 250 000 usagers qui étaient susceptibles de passer pendant la période équivalente au confinement se sont donc retrouvés deux mois plus tard à prolonger leur formation ou à la débiter. En outre, la deuxième phase de confinement a porté un coup d'arrêt à l'activité des EECSR alors que les IPCSR travaillaient. Nous avons d'ailleurs pu constater à cette occasion que le soi-disant stock énorme de candidats s'est résorbé en quelques jours d'examens, des trous apparaissant très rapidement dans les plannings de nombreux agents.

La réalité de l'augmentation de la production de places d'examens

La suppression des jours de congés et des RTT qui a découlé des ordonnances a créé par effet mécanique près de 220 000 examens auxquels il faut ajouter les plus de 30 000 examens supplémentaires d'ores et déjà effectués.

Au total, c'est donc près de 250 000 examens de plus que la normale qui ont été programmés entre mai 2020 et la fin d'année.

Pour le SNICA-FO, il est urgent de :

- Bannir l'indicateur délais d'attente tel que défini actuellement ;
- Remettre en œuvre une véritable permanence régionale voire nationale, organisée et planifiée tous les mois pour pallier les difficultés ciblées et ponctuelles ;

- Faire preuve d'une vigilance accrue sur les taux de réussite : les AE doivent faire l'effort d'obtenir de bons taux de réussite pour éviter tout gaspillage. *Pour rappel, 1% d'augmentation du taux de réussite national, c'est 14 000 places d'examen de gagnées ;*
- Recruter y compris pour permettre la mise en œuvre des autres missions statutaires de contrôles ;
- Rejeter fermement toute externalisation de missions qui sont toujours nuisibles aux usagers et aux objectifs de sécurité routière.

Alors que le SNICA-**FO** a démontré en quoi l'alarmisme n'était pas de mise au regard de la situation de 2020, il nous a été rétorqué, au fil de l'échange, que « *le problème surgirait au printemps 2021 avec l'arrivée massive des candidats* ». Il y aurait, pour reprendre l'analyse de l'IGA, « *déport d'une boule de neige* » !

En conclusion, alors que tout va bien, on nous annonce que tout ira mal... La commande du ministère étant orientée, il est bien évident que les inspecteurs de l'IGA sont confrontés à un exercice d'équilibristes face à nos arguments imparables et qu'ils ne peuvent que s'arcbouter sur une prophétique dégradation du système... Une telle méthode confine à l'auto persuasion !